

Durcissement du régime et montée des tensions:

Quel avenir pour la présidence de Xi Jinping?

note
OBSERVATOIRE CHINE 2015/2016

Camille Liffra

Note d'actualité n°8/8 de l'Observatoire de la Chine, cycle 2015-2016

Avril 2016

L'année 2016 apparaît comme un moment charnière de la présidence de Xi Jinping. La perspective du XIX^{ème} Congrès du Parti communiste chinois (PCC) prévu à l'automne 2017 se rapproche et promet un important renouvellement des membres du Bureau politique. L'heure est également au bilan des réformes annoncées à l'issue du XVIII^{ème} Congrès de novembre 2012 et au cours des plénums du Comité central tenus les années suivantes. Dès son arrivée au pouvoir, Xi Jinping avait fixé des objectifs ambitieux : lutte contre la corruption, modernisation de l'État et autonomie accrue de la sphère judiciaire, adoption d'un nouveau modèle économique tourné vers les services, la consommation intérieure et l'innovation technologique, accroissement du rôle du marché dans l'économie et lutte contre l'influence des groupes d'intérêts liés aux grandes entreprises publiques. Le président chinois a également été particulièrement soucieux de consolider son pouvoir durant ces trois dernières années, notamment à travers l'élargissement de ses prérogatives et la création de « groupes dirigeants » et de commissions sous sa férule (sécurité maritime, Internet et cybersécurité,

approfondissement des réformes, sécurité nationale, finances et économie...). Le processus de centralisation et de personnification du pouvoir de Xi semble atteindre son paroxysme au début de l'année 2016, au moment même où les autorités éprouvent des difficultés grandissantes à mettre en place les réformes approuvées. La session parlementaire de mars 2016 est marquée par de nombreuses incertitudes nourries par le ralentissement de la croissance économique chinoise et la multiplication des signes d'instabilité sociale. Face à l'accumulation des difficultés, Xi Jinping cherche à assurer une mainmise totale sur le Parti et la société chinoise, entraînant le régime vers un durcissement sans précédent depuis la fin des années 1980. Ce durcissement trahit en même temps une certaine inquiétude, voire un climat de paranoïa au sommet du pouvoir chinois, d'autant que les lignes de fractures au sein de l'élite dirigeante semblent apparaître plus clairement. Cette forme de fuite en avant pourrait-elle se retourner contre Xi Jinping à l'approche du XIX^{ème} Congrès de 2017, voire même menacer la stabilité du régime chinois ?



L'impasse des réformes

Le bilan des réformes entreprises à partir de 2013 apparaît mitigé. Certes, la transition vers un modèle de croissance économique durable, fondé sur la consommation intérieure et la prééminence accordée au secteur tertiaire, montre quelques signes encourageants¹. Toutefois, le ralentissement de la croissance économique, qui aurait atteint au début de l'année 2016 son plus faible taux depuis la crise financière de 2008 (6,7% selon les chiffres officiels largement contestés), ainsi que certains phénomènes de surchauffe de l'économie chinoise comme la poussée du crédit, ternissent considérablement le bilan. De même, l'introduction à plus large échelle des mécanismes du marché dans l'économie, grand chantier des réformes, se heurte aux intérêts des monopoles d'État qui se sont consolidés dans de nombreux secteurs clefs.

Face à ces difficultés, les autorités chinoises semblent bien en peine de trouver une ligne directrice claire. D'un côté, elles ont opté pour des mesures de relance afin de rassurer les marchés financiers et les partenaires commerciaux de la Chine. L'intervention massive de la Banque populaire de Chine au début de l'année 2016 pour stabiliser le *renminbi* et l'annonce de vastes plans d'investissements dans les infrastructures vont dans ce sens. D'un autre côté, Pékin a bien conscience des déséquilibres générés et de la nécessité vitale de poursuivre les réformes structurelles pour y faire face. Le Premier ministre Li Keqiang a ainsi déclaré lors d'une conférence de presse le 4 mars 2016 que c'est uniquement en maintenant le cap des réformes que les autorités chinoises seront en mesure de maîtriser le ralentissement de la croissance et pourront maintenir le taux de croissance entre 6,5 et 7% jusqu'à l'année 2020². Or, la poursuite des réformes suppose de résoudre deux problèmes majeurs : l'augmentation de la dette et les surcapacités des entreprises des secteurs industriels dominés par les monopoles d'État comme le charbon, le pétrole, l'acier et le ciment.

En sept ans, la dette de l'État chinois aurait été multipliée par quatre pour atteindre en 2015 15 400 milliards de yuans, soit près de 25% du PIB du pays³. Si le risque d'endettement est relativisé par certains économistes qui mettent en avant l'importance des réserves de la Banque centrale ou encore le fort taux d'épargne du pays, la politique de relance pourrait à long terme menacer cette relative marge de manoeuvre. En outre,

1- Par exemple, la part de la consommation dans le PIB progresse légèrement, de 36% en 2010 à 38% en 2014. La proportion des services dans la production est quant à elle passée de 44% en 2011 à 51% en 2015. Voir : "Getting to 6,5% - How China's 13th Five-Year Plan Addresses Challenges to Growth", Special Issue "China's 13th Five-Year Plan", *Bloomberg Brief*, 7 mars 2016, <https://newsletters.briefs.bloomberg.com/document/6bz1msqelpyz14s7soq/premiers-work-report>

2- « China's Premier Li says confident in economy, vows no hard landing », *Reuters*, 16 mars 2016, <http://www.reuters.com/article/us-china-parliament-economy-idUSKCN0WI087>

3- « La bombe à retardement de la dette chinoise », *Le Monde*, 12 avril 2016, <http://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2016/04/12/la-bombe-a-retardement-de-la-dette->

l'endettement d'un certain nombre de gouvernements locaux, notamment dans les régions connaissant des difficultés économiques (celles du nord-est, du nord-ouest et du sud-est), reste préoccupant. Ces localités peinent à trouver des financements en particulier à cause de l'épuisement des terrains disponibles. Des mesures ont déjà été prises, notamment en 2015 à travers la révision de la Loi sur le budget, pour contrôler plus efficacement l'utilisation par les pouvoirs locaux des fonds publics, leur imposer des plafonds de dette et alléger le poids financier de cette dette à travers par exemple la mise en place d'un système de titrisation⁴. Mais le gouvernement central doit compenser en même temps les pertes de revenus des gouvernements locaux engendrées par les baisses de taxes annoncées dans le cadre de la réforme fiscale. La solution envisagée serait de prendre en charge une plus grande partie des investissements, ce qui induit là aussi un risque d'augmentation du déficit.

Le fragile équilibre de l'économie chinoise est également menacé par la réforme des entreprises d'État dont un certain nombre, les fameuses « entreprises zombies », survivent uniquement grâce à des investissements massifs et sont en situation de surproduction. Plusieurs annonces ont été faites dans le sens d'une réduction drastique de la production industrielle de ces entreprises économiquement inefficaces et extrêmement polluantes⁵. Néanmoins, de nombreuses difficultés pèsent sur ces restructurations, au premier rang desquelles figure leur coût social. Certaines estimations indiquent que cinq à six millions d'ouvriers du secteur public seront mis à pied dans les deux à trois années à venir⁶. Les licenciements massifs des employés des entreprises d'État n'ont rien d'inédits en Chine populaire. Cependant, à la différence des crises précédentes, notamment celle de la fin des années 1990, les portes de sortie des ouvriers mis au chômage semblent plus réduites. Comme le souligne Ho Fung Hung, professeur de sociologie à la John Hopkins University, la pénurie de terres cultivables liée à l'urbanisation rapide des campagnes rend aujourd'hui difficile la possibilité pour les ouvriers de retourner dans leur région d'origine pour y cultiver la terre⁷. Si les autorités ont annoncé en février 2016 la constitution d'un fonds de 100 milliards de yuans (soit environ 13,5 milliards d'euros) pour aider les ouvriers licenciés à retrouver du travail ainsi que la création de dix millions de nouveaux emplois urbains dans le courant de l'année 2016 grâce en partie à la réforme fiscale, il n'est pas certain que ces mesures puissent véritablement apaiser les mécontentements. Les signes d'instabilité sociale se sont d'ailleurs accumulés au cours de l'année 2015 et au début de l'année 2016. La grève des mineurs

4- Voir notamment le Rapport de travail du comité permanent de l'ANP : « Work report of NPC Standing Committee », *Xinhua*, 19 mars 2016, http://news.xinhuanet.com/english/china/2016-03/19/c_135204257_4.htm

5- Par exemple, le gouverneur de la province du Hebei, Zhang Qingwei, a annoncé le 8 mars la fermeture de 240 des 400 industries d'acier d'ici à 2020 de manière à réduire la production d'acier d'un quart. Voir : « Hebei to Close 60 Percent of its Steel Mills by 2020 », *Caixin*, 9 mars 2016, <http://english.caixin.com/2016-03-09/100918265.html>

6- « China to lay off five to six millions workers, earmarks at least \$23 billion », *Reuters*, 3 mars 2016, <http://www.reuters.com/article/us-china-economy-layoffs-exclusive-idUSKCN0W33DS>

7- « The Human Cost of China's Manufacturing Slowdown », *The Diplomat*, 14 avril 2016, <http://thediplomat.com/2016/04/the-human-cost-of-chinas-manufacturing-slowdown/>

de Longmay (le plus important producteur de charbon de la province du Heilongjiang), déclenchée suite à des arriérés de salaires et à l'annonce de la suppression de 40% des effectifs de l'entreprise au début du mois de mars 2016, en constitue le témoignage le plus frappant⁸. Des investisseurs ruinés par des placements boursiers infructueux ont également fait part de leur mécontentement dans le courant du mois d'avril 2016, accusant le gouvernement et les médias d'avoir donné à tort des signaux positifs au marché⁹.

De manière générale, l'avenir des réformes semble incertain. La session annuelle de l'Assemblée populaire nationale (APN) de mars 2016 n'a pas fait apparaître de changement de cap dans la poursuite des réformes ni une ligne stratégique claire. Il semble surtout que Xi Jinping, préoccupé par une potentielle érosion de son autorité à l'approche du Congrès de 2017, se concentre sur le renforcement de son pouvoir.



Une nouvelle étape du tournant autoritaire de Xi Jinping

Poursuite de la campagne de purge et reprise en main idéologique du Parti

Afin de s'assurer de la loyauté totale des membres du Parti et de l'Armée populaire de libération (APL), le président chinois poursuit avec intensité la campagne de purge qu'il a menée depuis son accession au pouvoir, sous couvert de lutte contre la corruption. La poursuite de cette lutte s'est donc sans surprise inscrite dans le paysage de la session parlementaire de mars 2016. Quelques jours avant l'ouverture des *lianghui*, c'est-à-dire la session annuelle de l'APN et de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), la Commission centrale de contrôle de la discipline (CCCC) annonçait le lancement d'une tournée d'inspection dans les organes de l'État central pour traquer les hauts fonctionnaires corrompus. Le rythme des expulsions du PCC semble s'être accéléré depuis la fin de l'année 2015. La purge s'est notamment concentrée sur les instances financières de l'État chinois avec l'éviction en janvier 2016 de Wang Bao'an, le directeur de l'Agence nationale des statistiques chinoises, pourtant destiné à un avenir prometteur au sein de l'appareil d'État chinois. Plusieurs hauts responsables de la province du Liaoning, région où Bo Xilai a fait une grande partie de sa carrière, ont également été visés avec la destitution en mars 2016 de Wang Min¹⁰,

8- « Mass Layoffs in China's Coal Country Threaten Unrest », *The New York Times*, 16 décembre 2015, <http://www.nytimes.com/2015/12/17/world/asia/china-coal-mining-economy.html>

9- « China's New Security Challenge: Angry Mom-and-Pop Investors », *The Wall Street Journal*, 12 avril 2016, <http://www.wsj.com/articles/chinas-new-security-challenge-angry-mom-and-pop-investors-1460473432>

10- Vice-président de la Commission à l'éducation, la science, la culture et de la santé publique de l'APN et secrétaire du Parti du Liaoning de 2006 à 2015.

Wang Yang¹¹ et, en avril 2016, celle de Su Hongzhang¹². Dans le courant du mois d'avril, d'autres hauts cadres dirigeants de niveau provincial ont également été démis de leurs fonctions, tels que le maire de Jinan, Yang Luyu, le gouverneur-adjoint de la province du Sichuan, Qin Yuhai, ou encore le président de la Commission des affaires politiques et judiciaires de la province du Hebei, Zhang Yue. S'il est parfois difficile de démêler les liens complexes des fonctionnaires déchus avec les différentes factions au pouvoir, il apparaît clairement que certains d'entre eux comme Zhang Yue¹³ étaient étroitement liés à des adversaires politiques de Xi déjà tombés en disgrâce.

Parallèlement à cette nouvelle vague d'évictions, les *lianghui* ont été l'occasion d'un renforcement des mécanismes institutionnels de lutte contre la corruption¹⁴. En témoigne le projet de révision du Code pénal qui vise à définir plus strictement les crimes économiques et à punir plus sévèrement les fonctionnaires corrompus. Le Groupe d'approfondissement général des réformes dirigé par Xi Jinping a par ailleurs annoncé le 18 avril 2016 l'extension d'un programme pilote lancé à Shanghai dans le courant de l'année 2015 pour réguler les activités commerciales des proches des fonctionnaires à deux provinces et deux municipalités: le Guangdong, le Xinjiang, Pékin et Chongqing¹⁵. Cette décision n'est d'ailleurs pas anodine dans le contexte des révélations des *Panama Papers*, publiées par le Consortium international des journalistes d'investigation le 3 avril 2016. D'après les résultats de cette enquête, soigneusement censurés par les médias chinois, les proches de huit membres et anciens membres du Bureau politique, dont Xi Jinping, seraient impliqués¹⁶.

La poursuite de la traque des potentiels rivaux politiques corrompus s'inscrit en outre dans un mouvement plus large de reprise en main idéologique des membres du Parti. A la fin du mois de février 2016, une campagne

11- Vice-président de l'APN du Liaoning.

12- Président de la Commission des affaires politiques et judiciaires du Liaoning.

13- Zhang Yue a fait une grande partie de carrière au ministère de la Sécurité publique. Sa destitution est liée aux relations étroites qu'il a entretenues avec Guo Wengui, un homme d'affaire controversé, et avec Ma Jian, l'ancien vice-ministre de la Sécurité d'État, lui-même proche de Ling Jihua, puissant allié de Hu Jintao tombé en décembre 2014. Voir « Top Legal Affairs Official in Hebei is Subject of Discipline Probe », *Caixin*, 18 avril 2016, <http://english.caixin.com/2016-04-18/100933682.html>

14- Voir le discours de Li Keqiang tenu le 14 mars 2016 à l'occasion de la quatrième réunion de travail sur un « gouvernement irréprochable » du Conseil des affaires de l'État. (Discours de Li Keqiang à la quatrième réunion de travail sur un « gouvernement irréprochable » du Conseil des affaires de l'État), *Caixin*, 15 avril 2016, <http://china.caixin.com/2016-04-15/100932326.html>

15- Pékin va réglementer les activités commerciales des enfants et conjoints de fonctionnaires ; Le Guangdong et Chongqing désignés simultanément comme zones pilotes, *Xinhua*, 19 avril 2016, http://news.xinhuanet.com/local/2016-04/19/c_128907832.htm

16- Deng Jiagui, le beau-frère de Xi Jinping, aurait fait enregistrer en 2009 deux entreprises dans les îles vierges britanniques à travers Mossack Fonseca, le cabinet panaméen impliqué dans les *Panama Papers*. La fille de l'ancien Premier ministre Li Peng, Li Xiaolin, et son mari Liu Shiyuan, ainsi que Jasmine Li Zidan, la petite fille de Jia Qingling, ancien membre du Comité permanent du Bureau politique, posséderaient également des comptes *offshores*, notamment aux British Virgin Islands Voir notamment « Panama Papers Tie More of China's Elite to Secret Accounts », *The New York Times*, 6 avril 2016, <http://www.nytimes.com/2016/04/07/world/asia/china-panama-papers.html>

intitulée « deux études et une action » a été lancée pour inciter les membres du Parti à étudier la Constitution du Parti, assimiler les discours de Xi Jinping et apprendre à devenir des membres du Parti compétents et loyaux¹⁷. Plusieurs déclarations et articles publiés dans les journaux officiels du PCC comme *Qiushi* se sont attachés à rappeler les « critères d'intégrité et d'autodiscipline du Parti communiste chinois » édictés en octobre 2015¹⁸. Parmi ces critères figure l'interdiction absolue de « remettre en question de manière irresponsable la politique du gouvernement et porter atteinte à l'unité du Parti » (*wang yi zhongdang dazheng fangzhen, pohuai dang de jizhong tongyi*)¹⁹.

La mainmise prudente de Xi sur l'Armée populaire de libération

Xi Jinping cherche également à s'assurer de la loyauté absolue des milieux militaires. La mainmise de Xi sur l'Armée populaire de libération a franchi une nouvelle étape dans le courant du mois d'avril 2016. L'apparition du président chinois en tenue de combat sur CCTV le 20 avril 2016 à l'occasion de la création du Centre de commandement interarmées ainsi que le titre inédit de « commandant en chef » qu'il s'est octroyé constituent de nouveaux signaux de l'extrême centralisation et personnalisation du pouvoir de Xi. L'un des objectifs clefs du vaste programme de réformes de l'APL lancé en novembre 2015 est l'affirmation du contrôle politique et opérationnel du Parti sur l'Armée. Dans cette optique, les officiers sont tenus de se soumettre à des déclarations de loyauté dans les médias nationaux et de se livrer à un travail idéologique approfondi²⁰. De nouveaux mécanismes anticorruption, comme le rattachement direct de la Commission de contrôle de la discipline au sein de l'APL à la Commission militaire centrale (CMC) du Parti en décembre 2015, ont également été introduits.

En même temps, la mise en oeuvre de la restructuration de l'APL impose à Xi de conserver une certaine prudence et de limiter la campagne d'épuration pour ne pas éveiller trop de résistances. C'est du moins ce que suggère la mise à l'écart de deux de ses très proches alliés : le général Liu Yuan, fils de Liu Shaoqi parti à la retraite à 64 ans, et

le général Cai Yingting²¹. Elle suggère en filigrane que Xi Jinping n'est pas suffisamment puissant pour mettre en ?uvre sans risque un renouvellement radical de la direction de l'Armée chinoise. S'il garde et renforce sa mainmise sur l'APL, il est également tenu de faire des compromis afin d'assurer l'application des réformes. Cette logique de relative prudence ne l'empêche pas pour autant d'avancer ses pions dans d'autres arcanes de l'État chinois, peut-être moins sensibles que l'institution militaire. La nomination assez inattendue le 26 février 2016 du général Liu Yuan au poste de vice-président du Comité des affaires économiques et financières de l'APN pourrait être interprétée en ce sens. Elle viserait à préparer la promotion de Liu Yuan au poste de vice-président de l'ANP et garder ainsi un ?il sur Zhang Dejiang, Président de cette institution et numéro trois du régime, considéré comme un protégé de Jiang Zemin²².

Le durcissement de la répression et de la censure

Xi Jinping semble également durcir le contrôle exercé sur la société et les médias chinois. Les arrestations, disparitions, et intimidations d'activistes chinois, avocats militants des droits de l'homme, responsables d'ONG de défense des droits des travailleurs ou des droits des femmes, se sont multipliées entre juin 2015 et le début de l'année 2016. Par exemple, entre juillet et septembre 2015, près de 300 avocats et activistes chinois auraient été appréhendés par la police et onze d'entre eux auraient été accusés de subversion en janvier 2016²³. Le vote de la loi sur la gestion des ONG étrangères le 28 avril 2016 suscite également de nombreuses inquiétudes. La nouvelle législation impose en effet des procédures d'enregistrement très restrictives aux organisations étrangères ainsi qu'un contrôle accru des organes de sécurité publique sur leurs activités. De fait, cette nouvelle loi et la vague de répression ont pour objectif d'étouffer les voix discordantes ainsi que les initiatives sociales autonomes allant dans le sens d'une diversification et d'un épanouissement de la société civile. La stratégie du gouvernement chinois consiste plutôt à canaliser les initiatives de la société et les orienter vers un modèle de gouvernance sociale « aux caractéristiques chinoises » (*Zhongguo tese shehui guanli*) fondé sur le développement des activités caritatives et un réseau d'organisations sociales conçues comme des prestataires au service de 21- Annoncée le 16 décembre 2015, la retraite anticipée de Liu Yuan, a quelque peu déjoué les prévisions de nombreux observateurs de la vie politique chinoise qui le voyaient comme le candidat idéal pour prendre la tête de la Commission de contrôle de la discipline de l'APL. Son rôle clef dans la lutte anti-corruption lui aurait valu de nombreuses inimitiés au sein de l'APL, notamment celle du général Fan Changlong, le numéro deux de la Commission militaire centrale, ce qui expliquerait sans doute le sacrifice opéré par Xi. La nomination du général Cai Yingting, alors commandant de la région militaire de Nankin, au poste de président de l'Académie des sciences militaires de l'APL constitue une forme de rétrogradation et pourrait résulter de la même logique d'apaisement des tensions. Voir Jérôme Doyon, « Personnel reshuffle in the PLA: The two promotions that did not happen », *China Analysis*, mars 2016, pp. 8-11, http://www.ecfr.eu/page/-/XIS_ARMY_-_REFORM_AND_LOYALTY_IN_THE_PLA_-_ECFR164.pdf

22- « China's Two Sessions Focus on Economy and Liu Yuan », *Epoch Times*, 10 mars 2016, <http://www.theepochtimes.com/n3/1988231-chinas-two-sessions-focus-on-economy-and-liu-yuan/>

23- « China : Detained Lawyers, Activists Denied Basic Rights », *Human Rights Watch*, 3 avril 2016, <https://www.hrw.org/news/2016/04/03/china-detained-lawyers-activists-denied-basic-rights>

17- (Nouvelle année, nouvelle tâche : Tous les membres du Parti doivent développer l'apprentissage des « deux études, une action »), (Site d'informations du Parti communiste chinois), 29 février 2016, <http://cpc.people.com.cn/xuexi/n1/2016/0229/c385474-28158879.html>

18- « Leading Journal Decodes Party Advocacy », *Xinhua*, 2 mars 2016, http://news.xinhuanet.com/english/2016-03/02/c_135147447.htm

19- (Le Comité central du PCC a publié « les critères d'intégrité et d'autodiscipline du PCC »), *Xinhua*, 21 octobre 2015, http://news.xinhuanet.com/politics/2015-10/21/c_1116895782.htm

20- Voir « Xi's Army Reform and Loyalty in the PLA », *China Analysis*, mars 2016, http://www.ecfr.eu/page/-/XIS_ARMY_-_REFORM_AND_LOYALTY_IN_THE_PLA_-_ECFR164.pdf

l'État²⁴. Le vote de la Loi sur la philanthropie le 16 mars 2016, à l'issue d'une saga législative de plus de onze ans, témoigne de cette évolution²⁵.

La censure s'est en outre renforcée dans les médias et sur Internet à l'approche des *lianghui*. Dans une circulaire adressée aux groupes de presse nationaux, le département de la propagande a par exemple établi la liste de 21 sujets à ne pas aborder durant la session parlementaire²⁶, tandis que l'utilisation des réseaux VPN permettant de contourner la censure du Web chinois avait été presque totalement bloquée. Plus frappant encore, Xi Jinping s'est rendu dans les bureaux des trois grands médias officiels, *Le Quotidien du peuple*, CCTV et l'Agence de presse Xinhua le 19 février 2016 afin de s'assurer de la loyauté absolue des médias officiels à la ligne du Parti. Cette tournée, durant laquelle le président chinois a affirmé que « les médias se confondaient avec le Parti » (*meiti xing dang*), s'apparente à une démonstration de puissance mais également à une tentative d'intimidation trahissant une certaine nervosité du pouvoir.

Les sphères intellectuelles, artistiques et médiatiques sont non seulement appelées à s'aligner totalement avec la ligne du Parti mais également à glorifier l'idéologie officielle ainsi que la personnalité de Xi Jinping, devenu omniprésent dans les médias chinois. Le pèlerinage du président pendant le Nouvel an chinois 2016 à Jingshan où Mao avait établi sa première base révolutionnaire en 1927 a été particulièrement médiatisé. De nombreuses photographies montrant un président déjeunant modestement parmi le peuple ont été diffusées et accompagnées de chansons et de vidéos vantant les vertus de « l'Oncle Xi » (*Xi Dada*)²⁷, tandis qu'ont proliféré les sites et pages de réseaux sociaux entièrement consacrés à Xi Jinping et à ses discours. De nombreux observateurs ont à ce titre évoqué l'édification d'un culte de la personnalité aux accents maoïstes²⁸. Si cette analyse doit être nuancée, le culte construit autour de Mao étant

de nature beaucoup plus massive et ritualisée²⁹, la promotion personnelle de Xi Jinping reste inédite dans la Chine post-maoïste.

Ces éléments de culte de la personnalité associés à l'accumulation sans précédent de pouvoir autour du secrétaire du Parti et au durcissement de son contrôle sont de nature à créer un certain malaise, à la fois parmi les éléments les plus libéraux de la société chinoise dont l'autonomie relative est directement menacée mais également au sein même de l'élite dirigeante.



La multiplication des signes de tiraillements : vers une crise de légitimité du pouvoir ?

La montée des mécontentements parmi l'élite intellectuelle libérale

Les réactions extrêmement fermes des censeurs chinois face à la publication de diverses critiques apparues sur la toile et les médias chinois constituent autant de signaux du climat d'inquiétude, voire de paranoïa qui règne au sommet du pouvoir chinois. La fermeture du très populaire compte Weibo de Ren Zhiqiang, célèbre magnat de l'immobilier et membre du Parti, à la suite des critiques qu'il a émises à l'égard de la politique médiatique menée par Xi Jinping ou encore la censure d'une interview de Jiang Hong, membre de la CCPPC, sur les restrictions de la liberté de la presse publiée sur le site du groupe *Caixin* en sont les illustrations les plus frappantes. Or, le renforcement de la censure agit comme un cercle vicieux susceptible de radicaliser les mécontentements et, à terme, de porter atteinte à la légitimité du pouvoir de Xi. De nouvelles expressions de mécontentements sont apparues dans les milieux médiatiques. Suite à la censure de l'interview de Jiang Hong, *Caixin* a publié sur la version anglaise de son site un éditorial dénonçant fermement la chape de plomb actuelle³⁰. La fermeture du compte Weibo de Ren Zhiqiang a également suscité l'ire de Zhou Fang, ancien journaliste de l'agence *Xinhua*, qui a publié le 7 mars 2016 sur le réseau social chinois une lettre ouverte dénonçant les atteintes à la liberté d'expression et le climat général de repli qui rappellent, d'après l'auteur, les heures noires de la Révolution culturelle. D'autres journalistes travaillant auprès de médias connus pour leurs positions libérales ont également exprimé leur exaspération face aux contraintes grandissantes pesant sur leur métier, à l'instar de Yu Shaolei, journaliste au *Nanfang doushi bao* qui a annoncé sa démission sur son compte Weibo le 25 mars 2016³¹.

29- Voir à ce sujet : Jude Blanchette, « No, Xi Jinping is not building a cult of personality », blog de Jude Blanchette, 1 avril 2016, <http://www.judeblanchette.com/blog/2016/4/1/no-xi-jinping-is-not-building-a-cult-of-personality>

30- « Editor says he is resigning over media controls in China », *The New York Times*, 29 mars 2016, <http://www.nytimes.com/2016/03/09/world/asia/china-censorship-caixin-media.html>

31- « Chinese publication, censored by government, exposes article's removal », *The New York Times*, 8 mars 2016, <http://www.nytimes.com/2016/03/30/world/asia/china-yu-shaolei-resigns-southern-metropolis.html?rref=collection%2Fcolumn%2Fsinosphere>

24- Voir Chloé Froissart, « Civil Society in China, Comparing the Hu-Wen and Xi Jinping Eras », Conférence du 26 mars 2016 au Bookworm, Pékin.

25- Voir Camille Liffan, « Le vote de la Loi sur la philanthropie, nouveau jalon de la construction du système de gouvernance sociale aux caractéristiques chinoises », article d'actualité n° 2, Centre franco-chinois de l'université Tsinghua, mars 2016, <http://beijing-cfc.org/article-dactualite-n2-le-vote-de-la-loi-sur-la-philanthropie-nouveau-jalon-de-la-construction-du-systeme-de-gouvernance-sociale-aux-caracteristiques-chinoises/?lang=fr>

26- « Minitrue: 21 Rules on Coverage of the Two Sessions », *China Digital Times*, 8 mars 2016, <http://chinadigitaltimes.net/2016/03/minitru-important-notice-coverage-two-sessions/>

27- Rappelons ici que le terme d'« Oncle Xi » n'a rien d'officiel ; il fait référence à une chanson composée par quatre admirateurs du Hunan intitulée « L'oncle Xi aime Maman Peng » et d'une chorégraphie, en référence au couple formé par le président et sa femme (Peng Liyuan) et qui a connu un grand succès sur la toile chinoise après sa diffusion en novembre 2015. Une douzaine d'autres chansons, dont un bon nombre ont également été composées par des admirateurs de Xi, ont été amplement relayées par les médias chinois.

28- Voir notamment : « Beware the cult of Xi », *The Economist*, 2 avril 2016, <http://www.economist.com/news/leaders/21695881-xi-jinping-stronger-his-predecessors-his-power-damaging-country-beware-cult> ; « China's Chairman Builds a Cult of Personality », *Time Magazine*, 31 mars 2016, <http://time.com/4277504/chinas-chairman/>

En outre, l'étouffement de la « société civile » pourrait à terme constituer un facteur de déstabilisation sociale et politique. Le démantèlement de certaines organisations, qui avaient acquis un fort degré d'autonomie et un pouvoir de négociation à l'instar des organisations de défense des droits des ouvriers dans la province du Guangdong depuis 2010, priverait d'une certaine manière le pouvoir d'un relais efficace pour apaiser les tensions et favoriser le dialogue social, surtout dans le contexte des licenciements massifs à prévoir dans l'industrie. En outre, la répression accrue à l'égard de certains militants chinois est susceptible de nourrir les antagonismes et favoriser la radicalisation des militants les plus actifs. Si ces organisations disparaissent, les autorités chinoises ne pourraient être en mesure d'éteindre définitivement les réseaux informels et ces derniers sont susceptibles de réapparaître à tout moment.

Les indices d'une érosion du pouvoir de Xi au sein du Parti

La concentration du pouvoir de Xi, la lutte contre la corruption et les difficultés rencontrées dans l'application des réformes pourraient également accentuer les dissensions au sein du Parti. La presse internationale a largement commenté la publication mystérieuse, le 4 mars 2016 sur un site d'information chinois peu connu *Wujie Xinwen*, d'une lettre signée par des « membres loyaux du Parti communiste chinois » appelant à la démission de Xi Jinping au nom du peuple et de l'avenir du pays³². La lettre dénonce de manière radicale l'extrême centralisation du pouvoir au détriment du principe de la « direction collective » qui prévalait depuis Deng Xiaoping mais aussi le blocage des réformes lié à la campagne contre la corruption et la mauvaise gestion économique du pays. Les spéculations sont allées bon train sur la provenance réelle de cette lettre : complot des services secrets américains, tentative de déstabilisation orchestrée par des membres de l'élite dirigeante, expression d'une exaspération de la part de simples membres du Parti ? Si l'impact de la lettre est sans doute à relativiser, les réactions du pouvoir ne se sont pas fait attendre, reflétant la nervosité et le degré de paranoïa actuel : plus d'une vingtaine de personnes auraient été arrêtées et intimidées suite à sa publication³³.

D'avantage que cette lettre ouverte à la mystérieuse provenance, un texte publié le 1er mars 2016 sur le site de la CCCD, toujours en ligne, apparaît beaucoup plus significatif³⁴. Le document, intitulé « les approbations de mille hommes ne valent pas les conseils avisés d'un seul homme », se présente sous la forme d'une allégorie historique truffée de références à l'histoire impériale chinoise et notamment aux *Mémoires historiques* de Sima Qian. Le texte suggère qu'un bon dirigeant ne pourrait se passer d'un conseiller de confiance prêt à adresser des critiques, au risque sinon de commettre de graves erreurs. Le document peut être sujet à diverses interprétations. Il a pu par exemple être analysé comme une réaction de Wang Qishan, le secrétaire de la CCCD

32- Voir la capture d'écran de lettre: <http://web.archive.org/web/20160304150122/http://www.watching.cn/show-2-76713-1.html>

33- « Xi Resignation Letter: 20 detained, site faces closure », *China Digital Times*, 25 mars 2016, <http://chinadigitaltimes.net/2016/03/website-closed-20-detained-xi-resignation-letter/>

34- http://www.ccdi.gov.cn/xcyj/lshj/201602/t20160229_75034.html

et proche allié de Xi, à la censure imposée à Ren Zhiqiang. Cette thèse serait accréditée par la proximité entre Wang et Ren, anciens camarades de classe. Wang chercherait non pas à s'opposer directement à Xi mais plutôt à lui adresser une mise en garde bienveillante et loyale contre les dangers qui menacent le pouvoir en place et la stabilité du régime. D'autres analyses interprètent le texte comme une critique avant tout adressée à Liu Yunshan, le puissant responsable du Département de la propagande à l'initiative de la censure imposée à Ren Zhiqiang³⁵. Liu Yunshan, affilié à la faction *tuanpai* (ou de la Ligue des Jeunes communistes) proche de Hu Jintao, aurait en effet fait preuve d'un peu trop de zèle dans sa politique de censure et sa volonté de contrôle des médias et de l'appareil de propagande. La visite de Xi aux médias de février pourrait à ce titre être interprétée comme une volonté de contrer l'influence devenue trop encombrante de Liu Yunshan.

Il est encore très difficile de démêler le vrai du faux et il convient d'être particulièrement prudent quant aux spéculations suggérant l'idée d'une rupture entre Xi et Wang Qishan ou entre Xi et Liu Yunshan. Il reste en outre complexe d'évaluer le degré de représentativité des critiques exprimées dans la société chinoise et au sein de l'élite dirigeante. Toutefois, la multiplication des signes d'instabilité et, surtout, la nervosité du pouvoir face à ces signaux, sont révélatrices de l'apparition de lignes de fractures et conduisent à nuancer la toute-puissance du président chinois. Il convient d'être particulièrement attentif à la répétition de ces signaux dans les mois précédents le XIX^{ème} Congrès. Ils pourraient fournir des indices importants sur la redistribution du pouvoir à venir³⁶. Si le pouvoir de Xi reste fort, il n'est pas certain que celui-ci puisse imposer ses alliés les plus proches au Bureau politique, comme Li Zhanshu, actuel directeur du Bureau des affaires générales du Comité central ou Zhao Leji, patron du puissant Département de l'organisation du PCC.

L'évolution actuelle de la situation politique intérieure chinoise, caractérisée par la multiplication des signaux d'instabilité et la polarisation croissante des luttes politiques internes, pourrait accréditer la thèse d'une érosion du régime chinois. Toutefois, il convient de noter que le président chinois dispose encore d'un pouvoir et de soutiens suffisants et qu'il semble toujours bénéficier d'une relative popularité parmi la population. Certains éléments très récents suggèrent que Xi, conscient des dangers qui l'entourent, n'est pas prêt à prendre des risques démesurés et à s'engager aveuglément dans une voie qui l'isolerait de plus en plus. La sanction imposée finalement à Ren Zhiqiang le 2 mai, une mise en observation d'un an au sein du Parti plutôt qu'une expulsion du PCC, témoigne d'un certain compromis. Si les voix libérales sont tenues au silence,

35- Peter Lee, « Battle between Xi Jinping and propaganda chief plays out in Chinese media », *Asia Times*, 28 mars 2016, <http://atimes.com/2016/03/battle-between-xi-jinping-and-propaganda-chief-plays-out-in-chinese-media/>

36- Les départs à la retraite et les règles de promotion au sein du Parti, notamment la règle selon laquelle les membres du Comité permanent sont choisis parmi ceux du Bureau politique, suggèrent un renouvellement important du Bureau politique et du Comité permanent lors du XIX^{ème} congrès du Parti prévu à l'automne 2017. Cinq à six des membres du Comité permanent du Bureau politique prendront sans doute leur retraite : Zhang Dejiang, Yu Zhengsheng, Li Yunshan, Zhang Gaoli et peut-être Wang Qishan.

le pouvoir chinois ne souhaite pas non plus laisser libre cours à l'expression d'opinions radicales de la part d'éléments néo-maoïstes ou ultra conservateurs susceptibles de fragiliser les orientations politiques. Les remontrances adressées au *Global Times*, journal officiel connu pour son nationalisme outrancier et belliqueux, pourraient être interprétées dans ce sens³⁷. Enfin, face à l'émergence d'une forme de culte de la personnalité qui semble avoir dépassé Xi Jinping, les autorités apparaissent soucieuses d'apaiser le malaise. En témoignent les récentes injonctions lancées aux médias chinois à ne plus mentionner le terme de « Xi Dada »³⁸. Ces derniers éléments ne sauraient véritablement tempérer les mécontentements au sein de l'élite libérale et des franges extrémistes du Parti. Ils permettraient toutefois à Xi de rassurer ses alliés et de se prémunir contre le risque d'un isolement imprudent.

En définitive, le régime chinois ne semble pas être en péril ; il dispose encore de moyens très conséquents pour poursuivre la modernisation de l'État et canaliser des forces d'oppositions extrêmement minoritaires et éclatées. Bien que les signes d'insatisfaction s'accumulent, ils ne sont pas dirigés contre le PCC en tant que tel et s'expriment justement au nom de la défense de la stabilité du régime chinois.

37- Le *Global Times* a notamment été vivement critiqué pour avoir publié un sondage d'opinion rapportant que près de 85% des personnes sondées étaient pour l'unification par la force de Taïwan avec le continent. L'administration chinoise du cyberspace (CAC pour Cyberspace Administration of China) aurait déclaré que ce sondage constituait une « sérieuse violation de la discipline » et qu'il a entraîné de « graves conséquences politiques ». La publication des résultats du sondage a en effet suscité de violentes réactions de la part des internautes taiwanais, risquant d'envenimer les relations inter-détroit au moment même où Xi Jinping cherche à adoucir le ton concernant la politique à adopter envers Taïwan et sa nouvelle présidente Tsai Ing-wen. Voir notamment: «China watchdog clamps down on nationalist tabloid», *Financial Times*, 13 mai 2016, <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/b30a7c88-18d3-11e6-b197-a4af20d5575e.html#axzz48iHBD3AH>

38- « "Daddy Xi", Celebrated Despite Calls to Downplay Nickname », *China Digital Times*, 3 mai